

## Introduction

Comme élément nouveau, l'urbanisation peut entraîner des changements dans les rapports sociaux. Elle constitue un phénomène démographique, une concentration de plus en plus forte de population dans des lieux différents. Elle est aussi géographique dans la mesure où elle se manifeste dans des territoires. Elle a une dimension socio-anthropologique du fait qu'elle engendre de nouveaux rapports sociaux.

Les sociétés locales se transforment et s'adaptent toujours au modèle national. Elles tirent profit de leur passé en mobilisant d'anciennes alliances et d'anciennes pratiques. Le changement social est un processus qui tend vers des transformations définitives dans le fonctionnement et l'organisation d'une société. Celui-ci se traduit par des conflits, des antagonismes, des arrangements entre les groupes. Les anciennes catégories sociales vont soit s'adapter soit disparaître au profit de nouvelles. Le changement social n'est pas déterminé par une seule sphère de la société globale, qu'elle soit politique, économique ou religieuse, locale ou nationale ; chacune a sa propre logique tout en ayant des liens avec les autres. Il n'y a pas de relation organique mais des influences. Toute société est en perpétuel mouvement ; c'est cet aspect dynamique qui est le moteur du changement. La transformation est inhérente et inéluctable quelle que soit la formation sociale ; il ne peut y avoir de stagnation, encore moins de régression. Face aux vicissitudes de l'histoire, les sociétés composent, s'adaptent par moment en abandonnant des pratiques, en scellant de nouvelles alliances. Elles occupent des territoires dans le sens d'espaces historiquement socialisés.

L'urbanisation des petites villes des Wilayas de Naama et d'El Bayadh, de Béchar et d'Adrar, a désagrégé l'espace originel. Les modes de vie séculaires ont changé à tous les niveaux : du couple nomade-ksourien pour certains, de la vie en autarcie pour d'autres. Les populations tentent, tant bien que mal, de s'adapter à leur nouvelle

situation en renforçant leurs alliances face à un « monde moderne ». Entre la logique de l'Etat central et celle de la société locale, de nouveaux rapports sociaux émergent, se manifestant à travers une croissance et une transition démographiques, des stratégies matrimoniales et de nouvelles formes d'appropriation de l'espace.

Les ksour étaient des terroirs (Messahel, Semmoud, 1989) organisés autour de jardins (*djenane*) et d'un bâti compact en toub ou en pierre, selon la région. En Algérie, ils se localisent dans l'Atlas saharien et le Sahara. Ilots sédentaires, ils ont toujours été en étroite relation avec le monde extérieur (en particulier les nomades et les pouvoirs centraux successifs). Espaces encore habités ou désertés, ils connaissent tous de nouvelles extensions le plus souvent en rupture avec le noyau originel. Ils sont aujourd'hui en difficulté.

Quels sont les changements intervenus dans ces ksour ? Que reste-t-il des anciennes pratiques ? Comment s'adaptent les populations aujourd'hui face à cette urbanisation et la détermination de l'Etat d'asseoir son hégémonie ? Quelles sont les stratégies mises en place par chaque partie en présence ?

Les travaux menés illustrent l'intérêt porté par l'équipe aux petites villes de l'Algérie profonde qui connaissent une évolution depuis une quarantaine d'années et qui ont rompu avec leur modèle malgré elles. Celui-ci ne pouvait plus fonctionner en termes de terroir, compte tenu de l'histoire nationale, de la pression démographique, de l'idéologie globalisante et des actions de l'Etat.

La recherche s'inscrit en géographie sociale, où l'espace et la société sont en interrelation, et opte pour une démarche anthropologique. Il tend à un syncrétisme entre les tenants d'une sociologie dynamique (Balandier) et les tenants d'une sociologie fonctionnaliste ou stratégique (Crosier) et milite pour une géographie sociale des transformations du local.

L'objectif essentiel de la recherche sur les ksour se résume dans l'analyse des changements socio-spatiaux de milieux locaux originaux et leur adaptation au mouvement de développement national. L'entrée au changement social par le phénomène de l'urbanisation est pertinente

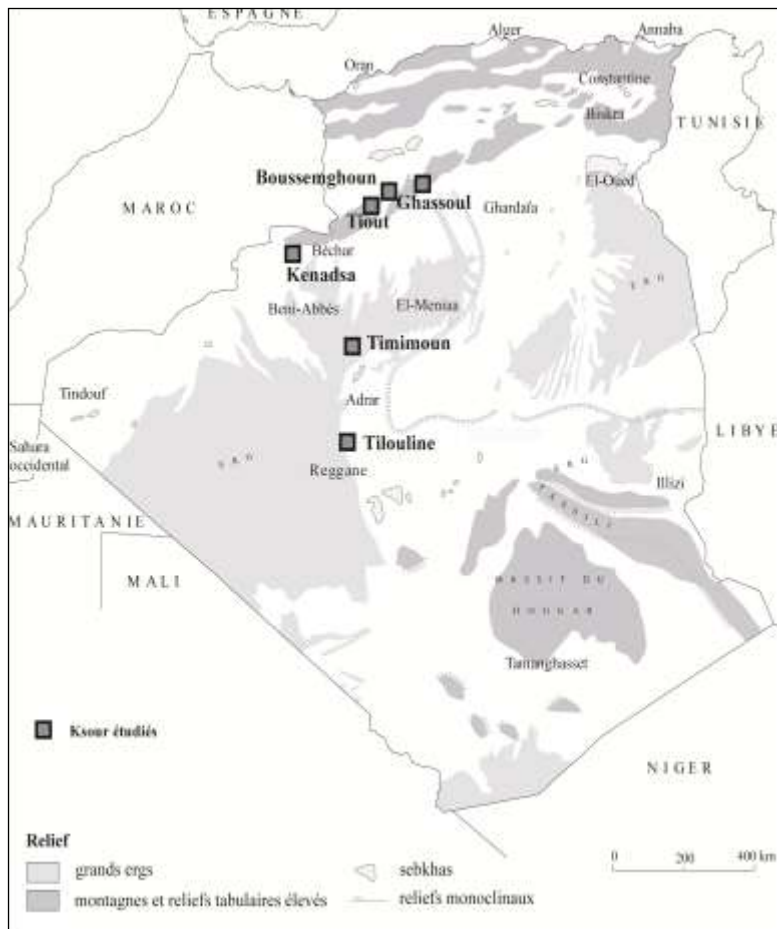
dans la mesure où il rétrécit la distance socio-spatiale et crée forcément de nouveaux rapports.

La démarche d'ensemble est celle qui consiste à mesurer la croissance démographique en tant que processus d'urbanisation et sa conséquence directe sur les extensions spatiales des ksour. A partir de là, nous avons analysé quelques indicateurs du changement social comme les nouvelles alliances et les relations matrimoniales, les formes d'appropriation actuelles et l'action de l'Etat à travers sa politique de l'habitat. D'autres indicateurs, aussi pertinents que ceux abordés, auraient pu nous éclairer d'avantage, dont l'impact de l'emploi, la politique des équipements et des infrastructures, la scolarisation...

Des méthodes d'investigation ont été mobilisées :

- une analyse documentaire à partir d'ouvrages, de thèses, de cartes a constitué une première approche.
- des observations de terrain à travers de nombreuses missions effectuées ont permis de faire un constat du niveau d'urbanisation atteint et de son impact. Les ksour ciblés (figure ci-dessous) sont : Ghassoul et Boussemgoun (El Bayadh), Tiout (Naama), Kenadsa et Mogheul (Béchar), Timimoun et Tilouline (Adrar).
- une enquête par questionnaire a été menée. Elle a touché environ 550 ménages. Il s'agit ici d'études de cas.
- des interviews ont été effectuées avec la population locale, les notables et les élus sur la base de guides d'entretien individuel et collectif.
- Une journée d'étude a été organisée au siège du CRASC, le 18 décembre 2013, sous le thème « Les Ksour du Sud-ouest algérien en devenir » avec les membres de l'équipe et des chercheurs qui s'intéressent à la question.

Figure 1 : Localisation géographique des ksour étudiés



L'urbanisation est réelle dans sa dimension démographique dans les anciens ksour, en particulier dans les chefs-lieux de commune. De quelques centaine d'habitants, ils sont passés à des milliers. L'analyse des différents recensements montre une croissance démographique soutenue à partir des années 1980 due à une forte sédentarisation des nomades d'une part et à de fortes migrations intra-ksourienne d'autre part. Ce constat est nuancé selon les régions géographiques. L'approche

démographique s'est avérée incontournable pour montrer l'ampleur de l'urbanisation. Elle se fonde essentiellement sur les données des différents recensements nationaux. L'intervention de l'Etat au milieu des années 1980, avec la promotion administrative de nombreux ksour au rang de chef-lieu de communes, a impulsé, mais de manière inégale, la croissance démographique de l'ensemble des ksour et par conséquent leur entrée dans un mouvement d'urbanisation continu. Les ksour sahariens ont connu une forte croissance de leur population à l'image de Timimoun et de Tilouline. Ceux de l'Atlas Saharien ont connu une croissance démographique beaucoup moins importante que ceux du Sahara et qui dénote une forte sédentarisation des populations nomades autour des ksour de la steppe occidentale. Enfin, les ksour du domaine présaharien, dont l'évolution démographique est relativement modérée signifiant la forte migration vers les centres plus proches. Cette évolution démographique différenciée est en relation avec deux phénomènes importants : la sédentarisation et la dégradation des ksour.

Spatialement, l'urbanisation se révèle comme une simple juxtaposition d'un nouveau bâti sans lien avec l'ancien. Les nouvelles extensions sont remarquables et étalées. Elles sont dans leur quasi-totalité le résultat des actions des pouvoirs publics, à travers le financement de nombreux programmes de logements à caractère social (habitat rural, logement social). Cet apport extérieur met en compétition les différents groupes sociaux et contribue dans une large part au changement social et à une transformation du local. L'analyse des typologies paysagères des nouvelles extensions a permis de comprendre que la conséquence directe de la croissance démographique est la naissance de véritables petites villes selon le modèle de celles du Nord et une désaffectation du ksar en toub ou en pierres et des jardins. L'approche paysagère selon le mode de la croissance spatiale des ksour de l'Atlas Saharien, de la Saoura, du Touat et du Gourara nous a permis de dresser un bilan sur l'état et la situation dans laquelle se trouvent ces éléments qui ont marqué l'histoire de l'Algérie. En prenant l'allure d'une typologie, cette approche s'est appuyée essentiellement sur l'observation et l'outil cartographique. Dans l'ensemble, plusieurs nuances ont pu être relevées notamment l'aspect paysager. Le seul facteur en commun est sans doute celui du modèle

oasis-ksar-extension qu'on peut trouver dans tous les ksour étudiés. Seulement, ces ksour n'ont pas connu des extensions semblables à la fois sur le plan qualitatif et quantitatif. En effet, en ayant des tailles différentes en matière de population, les ksour en question ont connu des rythmes de croissance nuancés. Les ksour les moins peuplés ont connu un accroissement démographique plus conséquent et une extension spatiale plus importante. Les données calculées ont prouvé ce phénomène. À l'opposé, c'est les ksour les plus peuplés qui ont connu un accroissement modérée, voire faible et des extensions moins considérables. Des nuances existent dans la prise en charge de ces éléments urbanistiques. Au moment où certains ksour ont bénéficié de quelques opérations de restauration ou plutôt de réhabilitation (Boussemghoun, Kenadsa, Mogheul...), d'autres n'ont pas eu cette chance, soit par désintéressement de l'État (ksour du Touat et du Gourara), soit par opposition des populations concernées (Ghassoul). L'état de dégradation très poussée des ksour est ainsi la conséquence de ce flottement dans leur prise en charge. Le modèle tunisien ou même marocain a réussi à faire de ces ksour un élément important de développement de ces régions connues souvent par leur désenclavement. Les ksour algériens ne sont pas parvenus à ce niveau, quoique des opérations comme celles faites à Boussemghoun sont à encourager. Toutefois, l'explication de ces nuances dans le développement spatial des ksour est liée en grande partie aux politiques de l'État.

Le processus d'urbanisation en Algérie ne peut être séparé des politiques menées par les pouvoirs successifs ; c'est sans doute la politique du logement qui a le plus marquée les anciens ksour. Le financement était l'un des déterminants de l'action publique qui a toujours marqué les réalisations de logement tant en quantité qu'en qualité. La préservation même partielle du ksar a fait défaut dans les réalisations de l'Etat, et les modèles types standardisés ont dominé le paysage urbain produit dans les nouvelles extensions. De même, les habitants en quête de conditions de vie meilleures ont opté pour un changement parfois radical à l'enceinte du ksar comme à son extérieur en réalisant un modèle d'habitat copié intégralement sur celui répandu

en milieu urbain ; les deux tiers du parc logement sont composés de maisons individuelles de type moderne qui sont financées par le concours du budget de l'Etat selon différentes formes ou par les moyens personnels et encourager par l'accession aisée au foncier. Excepté les ksour d'Adrar, le reste a commencé à se vider conjointement à l'attribution des logements. L'Etat au même titre que les habitants des ksour n'ont pas reproduit le modèle traditionnel ce qui pose la problématique des rapports au patrimoine.

Les programmes d'habitat et d'équipement réalisés successivement ont multiplié sensiblement la taille des tissus urbains qui sont au contact des ksour. Ceux-ci présentent un certain confort (commodités, accessibilité...) par rapport au ksar et, par conséquent, ils attirent les ksouriens pour s'y approprier. L'abandon du ksar par ses habitants s'est fait progressivement, volontairement ou par incitation, due à des politiques ayant considéré ces lieux comme des foyers de pauvreté. Le changement d'habitat est fort remarquable dans les anciens ksour des Wilayate d'El Bayadh, de Naâma et de Béchar ; ils sont actuellement vides. En revanche, quelques-uns de la Wilaya d'Adrar sont toujours habités, mais subissent eux aussi des transformations majeures. Les moyens financiers publics et privés ont participé amplement à cet état. L'engagement de l'Etat dans la réalisation des logements est indéniable et par conséquent dans les changements apportés à ces ksour. Il reste l'acteur majeur dans l'urbanisation. Les populations en quête d'amélioration de leurs conditions de vie ont bénéficié de plusieurs modes de financement de l'Etat, elles sont certes un acteur dans le changement mais elles s'accommodent de cette action de l'Etat. Cependant l'enjeu est entre les différents groupes d'appartenance dans le mode de répartition et d'intervention sur l'ancien tissu.

Les réalisations des logements publics sont faites selon plusieurs types de programmes à l'extérieur de l'enceinte du ksar et aucun de ceux-ci n'a inclut la préservation du ksar par l'injection, même partielle, de quelques logements qui reproduisent les aspects des maisons traditionnelles. En plus, les logements réalisés sont calqués des modèles d'habitat qu'on retrouve partout sur le territoire national. Les habitants eux-mêmes n'ont pas reproduit le modèle traditionnel et la question

reste beaucoup plus profonde. Si on reproche à l'Etat comme étant le garant et l'initiateur des aménagements urbains de ne pas préserver ces lieux, les habitants sont également responsables de cette situation, ce qui nous laisse poser la problématique des rapports de la population à son histoire.

Les programmes d'habitat effectués depuis l'indépendance ont été caractérisés par l'urgence qui est due en partie à la reconstruction du pays et au rattrapage du retard des besoins en logements. La reconquête des anciens tissus se pose actuellement avec acuité, mais l'intérêt est toujours porté à la satisfaction des besoins en logements et qui se fait en étalant les agglomérations. Dans ce temps-là, les ksour subissent toutes les formes de dégradation ou de transformation. Les noyaux originels sont parfois réinvestis par une rénovation à l'initiative des propriétaires, ou par une réoccupation en l'état par des populations nouvelles pauvres. Ils servent dans certains cas à des lieux de stockage des produits de l'agriculture ou des lieux d'élevage. Dans d'autres cas, ils sont abandonnés et délaissés, et ce, malgré l'action de l'Etat qui tente de les réhabiliter et de leur donner une dimension touristique.

Quels que soient les ksour en Algérie, le système lignager est patrilinéaire ; en d'autres termes la référence est au père jamais à la mère sauf lorsque l'on veut tisser une relation ou une stratégie. Les anciennes organisations des sociétés locales fondées sur la tribu ou la confédération et les grandes zaouïas n'existent plus en tant que telles. C'est le groupe familial qui domine ; il recourt à son groupe, lorsqu'il en a besoin. Les alliances se font au gré des opportunités sans considération d'appartenance. Dans les ksour de l'Atlas saharien et de la vallée de la Saoura, la référence à l'ancêtre éponyme, qui était l'apanage de tous les membres d'une tribu, n'existe pratiquement plus. On se définit ksourien sans plus, à l'exception des nouveaux immigrants qui continuent à s'identifier à leur origine. Dans les ksour du Sahara, la référence se fait toujours par rapport à son origine.



Aujourd'hui, de nouveaux liens se tissent en dehors de toutes les considérations d'appartenance ; elles deviennent secondaires, mais ne s'estompent pas. Souvent on utilise son appartenance à un groupe ou un ksar, ou son origine dans le cas saharien pour mieux négocier un objectif. Cette stratégie est utilisée en particulier lorsque le décideur (élu, cadre, représentant de l'Etat...) se réclame du même groupe. Ceci peut être considéré comme une pratique de groupe par moment face aux autres acteurs. Par ailleurs, les anciennes alliances, comme celles du nomade (éleveur) et du ksourien (agriculteur), du propriétaire et du khammès, tendent à s'effacer aux profits d'individualités. On assiste à un passage des formes traditionnelles de la communauté (cohésion), aux formes plus complexes du monde moderne (monnaie, institutions, émigration...).

Parmi les différentes alliances entre les groupes et les individus, celle du mariage demeure un indicateur des plus pertinents dans l'analyse du changement social. En effet, les liens de parenté entre les époux montrent la résistance au changement dans la société locale. Plus ce lien est fort et plus il y a un refus à toute transformation. La relation matrimoniale est le « dernier bastion » dont disposent les ksouriens face au monde moderne. Si dans les anciens ksour de l'Atlas saharien et de la vallée de la Saoura ce verrou a depuis longtemps « sauté », il n'en n'est pas de même dans les ksour du Touat- Gourara-Tidikelt. En effet, dans ces derniers les liens de parenté entre les époux est fort. L'ancienne structure sociale résiste et le démontre face à l'extérieur. Cette dernière ne fait que s'adapter, la hiérarchie qui en découle n'est pas définitivement cassée. Nous restons dans ce cas en face d'un territoire réfractaire, rebelle ne tolérant l'hégémonie d'un Etat central que dans la mesure où il ne bouleverse pas trop l'organisation sociale et amène de l'investissement.

En tout état de cause, l'Etat est l'acteur principal dans les transformations des ksour quel que soit l'espace considéré. Il a bouleversé la structure sociale ancestrale à travers des programmes économiques importants comme la mise en valeur agricole, les activités industrielles et surtout les logements et les équipements.

Le devenir des anciens ksour est hypothétique. Il est balloté par le désir des habitants de le réoccuper par un habitat nouveau (tant la pression foncière existe) et par les tentatives de l'Etat à les restaurer dans une perspective de tourisme.

**Abdellah MESSAHEL**  
**Sidi Mohammed TRACHE**